

Amérique latine-Bolivar Infos

Site d'information et de solidarité les pays progressistes d'Amérique Latine: Cuba, Venezuela, Bolivie, Nicaragua, Honduras etc... Notre équipe traduit des articles parus dans la presse latino-américaine, des discours de dirigeants, créé des documents sur les événements brûlants d'Amérique latine. Dans nos articles publiés chaque jour, nous tâchons d'être toujours au plus près de l'actualité

[ACCUEIL](#) [CATÉGORIES](#) [PAGES](#) [CONTACT](#)



Venezuela : La force du récit

14 Janvier 2026, 17:32pm | Publié par Bolivar Infos

Traduction Françoise Lopez pour Amérique latine-Bolivar Infos

Il y a des opérations militaires qui sont exécutées avec des trous, des armes et d'autres -plus persistantes- qui se livrent sur le terrain du sens. L'action des États-Unis contre le Venezuela combine les deux dimensions, mais c'est sur le plan du récit que se joue en grande partie sa légitimité internationale.

Cette opération est la conséquence d'une longue trajectoire qui s'est étendue sur les 27 années pendant lesquelles la Révolution Bolivarienne a gouverné, mais dans ses tentatives pour discréditer, et ne pas reconnaître les résultats des élections du 28 juillet 2024, et empêcher, sans succès, l'accession de Nicolas Maduro, à la présidence, le 10 janvier 2025 pour installer un Gouvernement parallèle à des objectifs récents.

À partir de ce moment, le bombardement médiatique pour la construction d'un récit qui justifie l'agression militaire deux 3 janvier à augmenter. Dans ce but, ils ont cherché à lier le président à une organisation criminelle -le Cartel des Soleils- dans l'inexistence a été affirmée il y a quelques jours par le département de la justice des États-Unis, selon le New York Times. La lutte contre le trafic de drogue a été le grand cadre de justification pour les actions militaires contre le Venezuela.

Sous ce principe, ce qu'on a présenté comme une action légale au nom de la lutte contre le trafic, en réalité, couvrait un enlèvement politique : l'enlèvement illégal du président constitutionnel d'un État souverain et la violation ouverte des principes de base du droit international.

Nommer les faits n'est pas un simple détail. Il ne s'agit pas d'une « capture » mais d'un enlèvement. Il n'y a pas ici de procédure judiciaire, mais une action de force soigneusement couverte par une rhétorique légaliste. La Convention des Nations unies sur les Immunité Juridictionnelles des États et de leurs Biens- signée aussi bien par les États-Unis que par le Venezuela- établit clairement l'immunité de la personne des chefs d'État.

Transformer le président Nicolas Maduro en otage politique ne respecte pas ce principe et en fait un instrument de pression géopolitique destiné à forcer à faire des concessions, à s'approprier des ressources souveraines et à briser l'autodétermination du peuple vénézuélien.

Le récit dominant cherche aussi à déplacer l'axe du conflit vers une soi-disant trahison interne mais les faits récents montrent le contraire : il n'y a pas de fracture, il y a une cohésion. Il y a eu un combat pour protéger le président et son investiture, combat qui a fait au moins 80 morts parmi lesquels 32 membres d'une mission cubaine de coopération dans le domaine de la sécurité. Cette donnée a été délibérément occultée pour renforcer l'idée d'une chute sans résistance et d'un pouvoir en décomposition.

Dans la même logique, on cherche à présenter l'investiture de Delcy Rodriguez comme une transition faible et soumise aux dictats de Washington. La réalité dément le récit : dimanche 4 janvier, Rodriguez a présidé le conseil des ministres numéro 757 avec le cabinet et les vice-présidents des secteurs au grand complet. Le lendemain, elle a prêté serment devant la nouvelle Assemblée nationale issue des élections du 5 mai 2025 tandis que le président du Parlement, Jorge Rodriguez exigeait la restitution de Nicolas Maduro et de Cilia Flores et rendait hommage à ceux qui sont tombés. Les forces armées, loin de montrer des fissures, ont rendu les honneurs à la présidente par intérim.

L'image d'un Maduro moralement brisé ne se développe pas non plus. Lors de sa comparution à New York, le président lui-même a rejeté les charges contre lui et s'est défini comme « prisonnier de guerre », confirmant

Newsletter

Abonnez-vous pour être averti des nouveaux articles publiés.

Saisissez votre email ici

[S'abonner](#)

Catégories

[Venezuela \(5284\)](#)

[Ingérence \(4038\)](#)

[Etats-Unis \(3644\)](#)

[Cuba \(2383\)](#)

[Manipulations \(1837\)](#)

[Économie \(1693\)](#)

[Opposition Vénézuélienne \(1456\)](#)

[Colombie \(1323\)](#)

[Amérique Latine \(1268\)](#)

[Violences \(978\)](#)

Archives

[2026](#)

[Janvier \(54\)](#)

[2025](#)

[2024](#)

[2023](#)

[2022](#)

[2021](#)

[2020](#)

[2019](#)

sa légitimité et envoyant des signes de force à son peuple. Le noyau du message qui vient de Caracas n'est pas la trahison mais la suprématie technologique d'une opération des États-Unis qui vise la guerre hybride : enlèvements sélectifs, coercition extra-territoriale et fausses informations à la place des invasions classiques.

Un autre des piliers du récit de l'empire est l'idée que le pétrole vénézuélien « appartient » aux États-Unis. L'histoire réelle le dément. De la nationalisation de 1976 aux sanctions imposées en 2019, le Venezuela a défendu sa souveraineté énergétique face aux tentatives de pillage qui ont inclus l'appropriation par les États-Unis des actifs de la compagnie d'État CITGO et le contrôle externe des exportations. Présenter les négociations actuelle de PDVSA comme imposées par les États-Unis dans une espèce de transition sous tutelle, c'est falsifier des déclarations publiques dans lesquelles le Gouvernement vénézuélien a été clair : « Si les États-Unis veulent le pétrole et le gaz, ils doivent les payer et respecter la souveraineté nationale, » comme l'a rappelé Delcy Rodriguez devant les travailleurs du pétrole lors d'une mobilisation, le 18 décembre.

La semaine qui a précédé l'attaque des États-Unis, Nicolas Maduro a parlé, lors d'une promenade dans les rues de Caracas, avec Ignacio Ramonet. Il lui a raconté qu'à plusieurs reprises, le Venezuela s'est montré prêt à vendre son pétrole et à recevoir des investissements nord-américains, mais dans des conditions de souveraineté. Il a également indiqué les résultats que malgré les agressions extérieures, le Venezuela a obtenus dans le processus complexe de faire avancer l'économie au milieu du siège.

Pour la deuxième année consécutive, le pays est à la tête de la croissance de l'économie réelle en Amérique latine et dans les Caraïbes, selon le récent rapport de la CEPAL qui estime une expansion de 9 % à la fin de 2025.

Malgré la perte de 99 % des revenus du pétrole à cause des mesures coercitives latérales, ils ont réussi à produire leur propre aliments. Le marché national a déjà 90 % de produits de fabrication propres. Ce dos cette donnée a été fourni par Ítalo Atencio, président de l'association nationale des supermarchés et des Autoservices (ANSA) en octobre 2025.

Selon les données officielles, fin 2025, il y a une croissance de 34 % des ventes et de la consommation. Pour combattre la guerre économique, le Gouvernement a travaillé dur à un mécanisme d'indexation pour protéger le salaire.

Enfin, ce qu'on cherche à détruire n'est pas seulement un ensemble de ressources matérielles mais quelque chose de plus profond : un processus de construction du pouvoir populaire qui défie le capitalisme digital et inhumain. En 2025, 4 consultations nationales trimestrielles ont été réalisées et 33 000 projets populaires ont été approuvés et financés dans le cadre du modèle de démocratie participative et agissante issu de la vision de Hugo Chávez qui a été envisagé dans le Livre Bleu. 49 000 conseils communaux et 4 100 communes (organes de participation, d'organisation de gestion dans les communautés) font partie de ce système.

C'est contre cette expérience qu'on s'élève, c'est pourquoi on crée, ces jours-ci, notre récit : celui de rue vide et d'un peuple mobile, mais depuis l'attaque et même les mois précédent, des mobilisations quotidiennes organisé par des femmes, des travailleurs, des communs, des organisations sociales, tous architecte de la démocratie participative, qui existe au Venezuela, se succèdent à Caracas et dans tout le pays.

La dispute pour le Venezuela est, dans une large mesure, une dispute pour le sens. Appeler enlèvement ce qui est un enlèvement, agression ce qui est une agression et souveraineté ce qui est souveraineté n'est pas un geste rhétorique, c'est une façon de donner une réponse à une situation dans laquelle la guerre est totale.

Le concert international et les organisations politiques de la région et du monde ne devraient pas cesser de réclamer la libération du président constitutionnel du Venezuela et de la députée et première combattante Cilia Flores, s'ils considèrent encore qu'ils adhèrent au principe de souveraineté et aux principes du droit international.

Source en espagnol :

<https://www.telesurtv.net/opinion/venezuela-la-fuerza-del-relato/>

URL de cet article :

<https://bolivarinfos.over-blog.com/2026/01/venezuela-la-force-du-recit.html>

2018

2017

2016

Liens

Vive Cuba: notre site de stockage de documents PDF

Cuba Si Provence: notre ancien site

Notre dossier sur le système électoral cubain